

**Christine Kaddous**

Professeur associé à l'Université de Fribourg  
(jusqu'au 31 décembre 2001)

Professeur à l'Université de Genève  
(dès le 1<sup>er</sup> janvier 2002)

**UNION EUROPEENNE  
COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE**

*Recueil de textes*

Première édition

réalisée avec la collaboration de  
Rute Vicente  
Licenciée en droit

2001

**Staempfli Editions SA Berne • 2001**

## Table des matières

	Pages
Avant-propos.....	V
Remerciements.....	VII
Table des matières.....	IX

### Première partie

#### TRAITES

##### TRAITE SUR L'UNION EUROPEENNE (TRAITE UE)

<b>Texte du traité.....</b>	<b>3</b>
-----------------------------	----------

##### Sélection de protocoles

###### A. *Protocole annexé au traité UE*

Protocole n° 1 sur l'article 17 du traité UE ( 1997).....	22
---	----

###### B. *Protocoles annexés aux traités UE et CE*

Protocole n° 2 intégrant l'acquis de Schengen dans le cadre de l'Union européenne (1997).....	22
---	----

Protocole n° 3 sur l'application de certains aspects de l'article 14 du traité CE au Royaume-Uni et à l'Irlande (1997).....	25
---	----

Protocole n° 4 sur la position du Royaume-Uni et de l'Irlande (1997)..	26
--	----

Protocole n° 5 sur la position du Danemark (1997).....	27
--	----

Protocole concernant la Constitution irlandaise ( 1992).....	29
--	----

###### C. *Protocoles annexés aux traités UE, CE, CECA et Euratom*

Protocole n° 7 sur les institutions dans la perspective de l'élargissement de l'Union européenne (1997).....	29
--	----

Protocole n° 8 sur la fixation des sièges des institutions et de certains organismes et services des Communautés européennes ainsi que d'Europol (1997).....	29
--	----

Protocole n° 9 sur le rôle des Parlements nationaux dans l'Union européenne (1997).....	30
---	----

# TABLE DES MATIERES

## TRAITE INSTITUANT LA COMMUNAUTE EUROPEENNE (TRAITE CE)

Texte du traité..... 33

### Sélection de protocoles

#### A. *Protocoles annexés au traité CE*

Protocole n° 11 sur le statut de la Cour de justice des Communautés européennes (1957).....132

Protocole n° 16 sur l'acquisition de biens immobiliers au Danemark (1992).....142

Protocole n° 17 sur l'article 141 du traité CE (1992).....142

Protocole n° 18 sur les statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne (1992).....142

Protocole n° 20 sur la procédure concernant les déficits excessifs (1992).....156

Protocole n° 21 sur les critères de convergence visés à l'article 121 du traité CE (1992).....156

Protocole n° 24 sur le passage à la troisième phase de l'Union économique et monétaire (1992).....157

Protocole n° 25 sur certaines dispositions relatives au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord (1992).....158

Protocole n° 28 sur la cohésion économique et sociale (1992).....158

Protocole n° 29 sur le droit d'asile pour les ressortissants des Etats membres de l'Union européenne (1997).....160

Protocole n° 30 sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité (1997).....161

Protocole n° 31 sur les relations extérieures des Etats membres en ce qui concerne le franchissement des frontières extérieures (1997).....163

#### B. *Protocole annexé aux traités CE, CEEA et Euratom*

Protocole n° 34 sur les privilèges et immunités des Communautés européennes (1965).....164

Seconde partie

**TEXTES INSTITUTIONNELS ET POLITIQUES  
COMMUNAUTAIRES**

TEXTES INSTITUTIONNELS

- Règlement n° 1 du Conseil, du 15 avril 1958, sur le régime linguistique de la Communauté économique européenne .....171
- Acte portant élection des représentants au Parlement européen au suffrage universel direct (annexé à la décision 76/787, du 20 septembre 1976, des représentants des Etats membres réunis au sein du Conseil).....173
- Décision 88/591 du Conseil, du 24 octobre 1988, instituant un Tribunal de première instance des Communautés européennes .....177
- Règlement de procédure de la Cour de justice du 19 juin 1991 (extraits).....181
- Décision 94/262 du Parlement européen, du 9 mars 1994, concernant le statut et les conditions générales d'exercice des fonctions de médiateur.....195
- Déclaration commune du Parlement européen, du Conseil et de la Commission, du 4 mai 1999, sur les modalités pratiques de la nouvelle procédure de codécision (art. 251 du traité CE).....201
- Décision 1999/468 du Conseil, du 28 juin 1999, fixant les modalités de l'exercice des compétences d'exécution conférées à la Commission . 204
- Décision prise du commun accord des représentants des gouvernements des Etats membres réunis au niveau des chefs d'Etat ou de gouvernement relative à la fixation des sièges de certains organismes et services des Communautés européennes ainsi que d'Europol du 29 octobre 1993.....209
- Directive 2000/43 du Conseil, du 29 juin 2000, relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique.....211
- Décision 2000/597 du Conseil, du 29 septembre 2000, relative au système des ressources propres des Communautés européennes. ....219

## TABLE DES MATIERES

Règlement 1049/2001 du Parlement européen et du Conseil, du 30 mai 2001, relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission	225
--	-----

### CHARTE DES DROITS FONDAMENTAUX

• Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne du 7 décembre 2000.....	233
--	-----

### LIBRE CIRCULATION DES MARCHANDISES

• Directive 98/34 du Parlement européen et du Conseil, du 22 juin 1998, prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques.....	243
• Communication 80/1003 de la Commission sur les suites de l'arrêt rendu par la Cour de justice des Communautés européennes, le 20 février 1979, dans l'affaire 120-78 (Cassis de Dijon).....	260
• Résolution 85/604 du Conseil, du 7 mai 1985, concernant une nouvelle approche en matière d'harmonisation technique et de normalisation.....	262

### CITOYENNETE EUROPEENNE ET LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES

#### Citoyenneté européenne

• Directive 93/109 du Conseil, du 6 décembre 1993, fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants.....	273
• Directive 94/80 du Conseil, du 19 décembre 1994, fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils n'ont pas la nationalité.....	280
• Décision 95/553 des représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, du 19 décembre 1995, concernant la protection des citoyens de l'Union européenne par les représentations diplomatiques et consulaires.....	288

**Travailleurs**

Directive 64/221 du Conseil du 25 février 1964 pour la coordination des mesures spéciales relatives aux étrangers en matière de déplacement et de séjour justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique. .... 291

Directive 68/360 du Conseil, du 15 octobre 1968, relative à la suppression des restrictions au déplacement et au séjour des travailleurs des Etats membres et de leur famille à l'intérieur de la Communauté. .... 295

Règlement 1612/68 du Conseil, du 15 octobre 1968, relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté. .... 300

Règlement 1251/70 de la Commission, du 29 juin 1970, relatif au droit des travailleurs de demeurer sur le territoire d'un Etat membre après y avoir occupé un emploi. .... 309

Directive 72/194 du Conseil, du 18 mai 1972, étendant aux travailleurs qui exercent le droit de demeurer sur le territoire d'un Etat membre après y avoir occupé un emploi, le champ d'application de la directive du 25 février 1964 pour la coordination des mesures spéciales aux étrangers en matière de déplacement et de séjour justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique. .... 313

**Etablissement**

- Directive 73/148 du Conseil, du 21 mai 1973, relative à la suppression des restrictions au déplacement et au séjour des ressortissants des Etats membres à l'intérieur de la Communauté en matière d'établissement et de prestation de services. .... 315
- Directive 75/34 du Conseil, du 17 décembre 1974, relative au droit des ressortissants d'un Etat membre de demeurer sur le territoire d'un autre Etat membre après y avoir exercé une activité non salariée. .... 319
- Directive 75/35 du Conseil, du 17 décembre 1974, étendant le champ d'application de la directive 64/221 pour la coordination des mesures spéciales aux étrangers en matière de déplacement et de séjour justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique, aux ressortissants d'un Etat membre qui exercent le droit de demeurer sur le territoire d'un autre Etat membre après y avoir exercé une activité non salariée. .... 323

## TABLE DES MATIERES

Directive 90/364 du Conseil, du 28 juin 1990, relative au droit de séjour.....	324
Directive 90/365 du Conseil, du 28 juin 1990, relative au droit de séjour des travailleurs salariés et non salariés ayant cessé leur activité professionnelle.....	327
Directive 93/96 du Conseil, du 29 octobre 1993, relative au droit de séjour des étudiants.....	330

### Sécurité sociale

" Règlement 1408/71 du Conseil, du 14 juin 1971, relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés et à leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté.....	333
---	-----

### Reconnaissance des diplômes

#### A. *Système général*

- Directive 89/48 du Conseil du 21 décembre 1988 relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans.....397
- Directive 92/51 du Conseil, du 18 juin 1992, relative à un deuxième système général de reconnaissance des formations professionnelles, qui complète la directive 89/48.....407
- Directive 99/42 du Parlement européen et du Conseil, du 7 juin 1999, instituant un mécanisme de reconnaissance des diplômes pour les activités professionnelles couvertes par les directives de libéralisation et portant mesures transitoires, et complétant le système général de reconnaissance des diplômes.....438

#### B. *Avocats*

- Directive 77/249 du Conseil, du 22 mars 1977, tendant à faciliter l'exercice effectif de la libre prestation de services par les avocats. . . . .462
- Directive 98/5 du Parlement européen et du Conseil, du 16 février 1998, visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un Etat membre autre que celui où la qualification a été acquise .. 465

**UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE**

- Règlement 1103/97 du Conseil, du 17 juin 1997, fixant certaines dispositions relatives à l'introduction de l'euro..... 475
- Règlement 974/98 du Conseil, du 3 mai 1998, concernant l'introduction de l'euro..... 479
- Règlement 2866/98 du Conseil, du 31 décembre 1998, concernant les taux de conversion entre l'euro et les monnaies des Etats membres adoptant l'euro..... 485

**EGALITE DE TRAITEMENT ENTRE HOMMES ET FEMMES**

- Directive 75/117 du Conseil, du 10 février 1975, concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives à l'application du principe de l'égalité des rémunérations entre les travailleurs masculins et les travailleurs féminins..... 487
- Directive 76/207 du Conseil, du 9 février 1976, relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles, et les conditions de travail..... 489
- Directive 79/7 du Conseil, du 19 décembre 1978, relative à la mise en oeuvre progressive du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière de sécurité sociale..... 493
- Directive 97/80 du Conseil du 15 décembre 1997 relative à la charge de la preuve dans les cas de discrimination fondée sur le sexe..... 496

**ESPACE DE LIBERTE, SECURITE ET JUSTICE**

**Schengen**

- Accord entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Bénélux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signé à Schengen le 14 juin 1985..... 501
- Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Bénélux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, du 19 juin 1990..... 507



## TABLE DES MATIERES

Décision 1999/435 du Conseil, du 20 mai 1999, relative à la définition de l'acquis de Schengen en vue de déterminer, conformément aux dispositions pertinentes du traité instituant la Communauté européenne et du traité sur l'Union européenne, la base juridique de chacune des dispositions ou décisions qui constituent l'acquis. ....	563
Décision 1999/436 du Conseil, du 20 mai 1999, déterminant, conformément aux dispositions pertinentes du traité instituant la Communauté européenne et du traité sur l'Union européenne, la base juridique de chacune des dispositions ou décisions constituant l'acquis de Schengen. ....	570
Accord du 18 mai 1999 conclu par le Conseil de l'Union européenne, la République d'Islande et le Royaume de Norvège sur l'association de ces deux Etats à la mise en oeuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen. ....	574
Décision 1999/437 du Conseil, du 17 mai 1999, relative à certaines modalités d'application de l'accord conclu par le Conseil de l'Union européenne et la République d'Islande et le Royaume de Norvège sur l'association de ces Etats à la mise en oeuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen. ....	590
Décision 2000/777 du Conseil, du 1 <sup>er</sup> décembre 2000, relative à la mise en application de l'acquis de Schengen au Danemark, en Finlande et en Suède, ainsi qu'en Islande et en Norvège. ....	593
Directive 95/46 du Parlement européen et du Conseil, du 24 octobre 1995, relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. ....	598

### Asile

Convention relative à la détermination de l'Etat responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans l'un des Etats membres des Communautés européennes, du 15 juin 1990 (Convention de Dublin). ....	623
Règlement 2725/2000 du Conseil, du 11 décembre 2000, concernant la création du système « Eurodac » pour la comparaison des empreintes digitales aux fins de l'application efficace de la Convention de Dublin .	633

Accord du 19 janvier 2001 entre la Communauté européenne, la République d'Islande et le Royaume de Norvège relatif aux critères et aux mécanismes permettant de déterminer l'Etat responsable de l'examen d'une demande d'asile introduite dans un Etat membre, en Islande ou en Norvège.....649

## **Entraide judiciaire en matière pénale**

- Convention établie par le Conseil conformément à l'article 34 du traité sur l'Union européenne, relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les Etats membres de l'Union européenne, du 29 mai 2001 657

## **Europol**

- Convention sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne portant création d'un Office européen de police - Convention Europol du 26 juillet 1995.....675
- Protocole établi sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne concernant l'interprétation, à titre préjudiciel, par la Cour de justice des Communautés européennes de la Convention portant création d'un Office européen de police (1996).....706